

## FINANCES-BANQUES

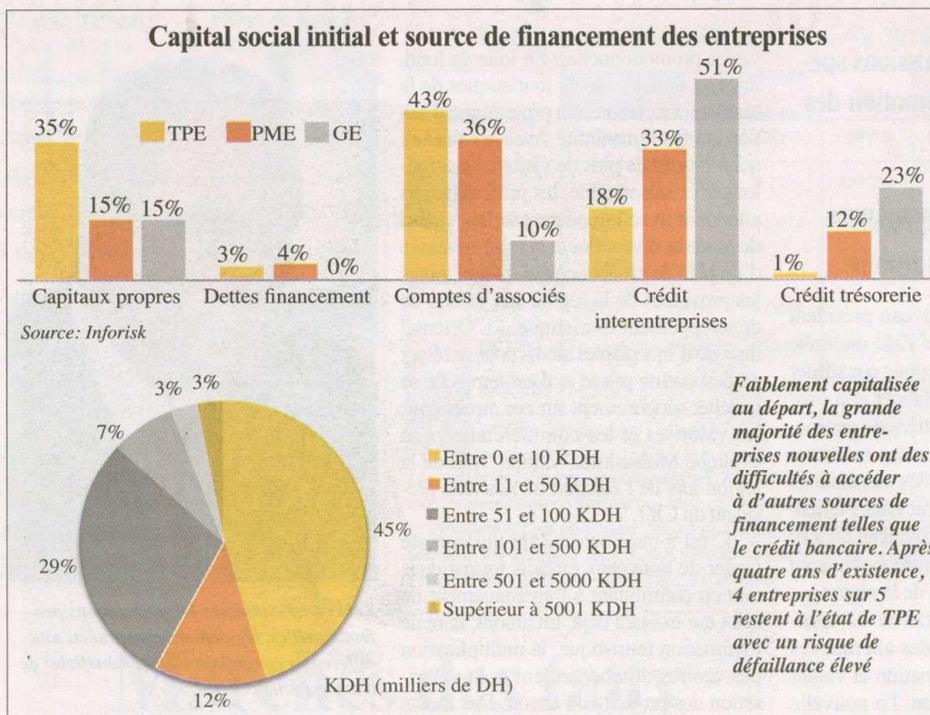
## Les TPE marocaines résistantes, mais...

- Le taux de survie après cinq ans ressort à 60%
- Cependant, un nombre important est menacé de faillite
- La faiblesse des ressources financières limite leur croissance

LA conjoncture a mis sur le carreau en moyenne 4.120 entreprises par an depuis 2010. Si les défaillances progressent à deux chiffres sur la période, un nombre important d'entreprises résistent. 60% des sociétés créées en 2010 sont toujours en activité selon les résultats de l'étude «Inforisk Startup 2010». C'est une moyenne bien plus élevée que ce qu'on observe au niveau international. Le spécialiste du renseignement commercial se base sur un échantillon de 2.710 sociétés et les bilans des exercices 2011 à 2014.

Le taux de pérennité après cinq ans ressort à 95%. En retraçant les entreprises en veilleuse, il baisse à 60%. Sans grande surprise, le commerce, le BTP et l'immobilier concentrent les créations d'entreprises. Le faible intérêt pour les secteurs en plein essor tels que le big data, les énergies vertes... semble préoccupant.

La viabilité des entreprises demeure relativement élevée, mais de nombreuses



*Faiblement capitalisée au départ, la grande majorité des entreprises nouvelles ont des difficultés à accéder à d'autres sources de financement telles que le crédit bancaire. Après quatre ans d'existence, 4 entreprises sur 5 restent à l'état de TPE avec un risque de défaillance élevé*

structures seraient dans une situation financière délicate. «Le risque de défaillance des TPE même après quatre exercices reste très élevé», relève Amine Diouri, responsable étude PME à Inforisk. La grande majorité des entreprises entame leur vie avec un gros handicap: la faiblesse des fonds propres. Pratiquement la moitié des sociétés immatriculées en 2010 avait un capital de départ d'au plus

10.000 DH. Pour 9 entreprises sur 10, la mise initiale est inférieure à 100.000 DH. Ces niveaux limitent considérablement l'accès à d'autres sources de financement comme le crédit bancaire. Pour le banquier, l'apport du promoteur d'un projet est un gage de son engagement. Plus le montant sera important, plus la banque va suivre.

A part l'autofinancement (78% des

ressources des TPE et 51% pour les PME), les entreprises de petite et moyenne taille hésitent à pousser la porte des agences bancaires. Les dettes de financement représentent à peine 3% des ressources des toutes petites entreprises et 4% pour les PME. Le crédit est moins abondant pour les petites entreprises car elles sont jugées très risquées. Ceci dit, Bank Al-Maghrib encourage les banques à financer davantage cette catégorie d'entreprise en mettant notamment en place des mécanismes de refinancement en monnaie centrale avantageux. Les PME pourraient y trouver leur compte à un moment ou un

autre même si le ralentissement actuel de l'activité réduit la demande de crédit. Mais au-delà des facteurs conjoncturels, l'atonie de la demande tient pour une partie à l'autocensure, parce que de nombreuses entreprises considèrent que leur dossier sera de toute façon rejeté. Par ailleurs, compte tenu de leur faible pouvoir de négociation, elles ne peuvent pas jouer sur les délais de paiement. Le crédit interentreprises alimente à hauteur de 18% les besoins de financement de la TPE contre 33% pour la PME et 51% pour la grande entreprise. Chaque société se fait de la trésorerie sur plus petite qu'elle. Faute de moyens, l'immense majorité des nouvelles sociétés ont du mal à accélérer leur croissance. Entre 2011 et 2014, le chiffre d'affaires a augmenté de 10% en moyenne par an pour les TPE. Alors qu'à ce stade, le rythme devrait être plus soutenu. Agadir est la ville la plus «porteuse» pour les entreprises avec une croissance annuelle moyenne de 55% du chiffre d'affaires entre 2011 et 2014. Casablanca et Tanger complètent le podium. Le commerce et le BTP sont les secteurs où la l'activité est la plus dynamique. Cela contraste avec le sentiment général. Il y a cependant une chose qui ne change pas au fil des années: les entreprises sont peu orientées vers l'export. Il pèse moins de 5% du chiffre d'affaires des TPE et moins de 10% du revenu des PME. En même temps, elles n'ont pas encore les reins suffisamment solides pour se développer sur d'autres marchés. □

F. Fa

## 45% des entreprises démarrent avec moins de 10.000 DH

- **L'Economiste: Quelles sont les principales surprises de votre étude?**

- **Amine Diouri:** L'une des satisfactions de notre étude est que 21% des entreprises créées en 2010 ont réussi à atteindre le stade de PME en l'espace de quatre ans. Celles qui sont bien capitalisées au départ réussissent à passer le cap rapidement. Elles restent cependant une poignée. De façon générale, la mise de départ est inférieure à 10.000 DH pour 45% des entreprises de notre échantillon. Selon nos statistiques, la majorité des futures sociétés défaillantes se trouvent dans ce groupe. Sur un autre plan, les entreprises ont beaucoup d'effort à fournir en matière de transparence. A peine 25% ont publié quatre bilans consécutifs. L'exercice est très irrégulier pour le reste.

- **Le taux de survie de 95% après cinq ans semble décalé de la réalité. Comment êtes-vous arrivé à ce chiffre?**

- Effectivement ce chiffre peut sembler élevé. Il inclut les entreprises en

sommeil qui représentent un tiers de notre échantillon.

Ce sont des structures qui n'affichent aucun bilan ni aucun événement juridique sur la période. Elles sont vivantes mais inactives. En retraçant ces sociétés, la proportion d'entreprises opérationnelles descend à 60%.

- **Comment se comportent les entreprises marocaines par rapport au benchmark à l'international?**

- La moitié des entreprises nouvellement créées en France disparaissent après cinq ans selon une étude de l'INSEE (2013).

Ces statistiques englobent les entreprises individuelles (typologie que notre étude ne retient pas), qui ont un taux de mortalité plus élevé. Par ailleurs, une société bien capitalisée au départ multiplie



Amine Diouri, responsable étude PME à Inforisk (Ph. AD)

ses chances de survie, ce qui corrobore les résultats de l'étude d'Inforisk.

- **Que relevez-vous sur la santé financière des sociétés âgées de cinq ans?**

- Les TPE (80% de notre échantillon) présentent un risque élevé de défaillance. Croissance nulle de l'activité entre 2012 et 2014, marge nette négative, des délais clients très longs... minent la situation financière de ces entreprises. D'un autre côté, elles ne peuvent compter que sur leurs fonds propres pour se financer: 78% de leurs ressources provenaient des fonds propres et comptes courants d'associés contre 50% pour la PME. □

Propos recueillis par Franck FAGNON

Pour réagir à cet article: [courrier@economiste.com](mailto:courrier@economiste.com)